



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Démocratie et citoyenneté » :

- Comme dans *De la démocratie en Amérique* de de Tocqueville, remettre notre responsabilité à des représentants c'est nous infantiliser
- L'obligation de voter permet d'être tous impliqué
- Devoir être élu sur un quorum est indispensable
- On élit un roi sans contrôle ! Il faut des mécanismes de contre-pouvoir
- Le financement des campagnes (par la défiscalisation) crée une forme de dépendance et influence les candidats, donc ne pas accepter les dons
- Facilitons le vote avec les outils d'aujourd'hui (internet, procuration...) au lieu de le complexifier
- Obligeons les élus à faire des réunions publiques, à aller vers les gens
- Avant d'arriver au RIC, nous devons avancer en France sur la recherche de consensus
- La Suisse fait confiance à la représentativité, peu de référendums passent
- Nous devons décentraliser, avoir un système plus parlementaire et 100% de proportionnelle
- Tirons au sort des citoyens dans nos assemblées
- Lors de la concertation sur la bioéthique, rien n'a été pris en compte donc la démocratie est vraiment malade. Concerter ce n'est pas uniquement informer, c'est aussi prendre en compte toutes les propositions
- Voter c'est un travail, il faut lire les programmes, s'informer. En Suisse c'est très bien fait mais la démocratie semi-directe coûte chère
- Les politiques doivent mieux rendre compte. Si des interactions existent avec les citoyens, que ceux-ci majoritairement ne souhaitent pas un vote, quelle part du jugement individuel intervient dans le vote ? Quel équilibre trouver ? Avec une assemblée délibérative tirée au sort et renouvelée, ce serait plus équilibré
- Avec le RIC, la blockchain (la blockchain est une technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée, et fonctionnant sans organe central de contrôle), la population est responsabilisée
- Nous devons être mieux préparé à l'usage de la démocratie dès l'enfance pour juger en connaissance de cause et de conscience

Grand Débat National – Démocratie et citoyenneté
Vendredi 1^{er} mars
Salle du Coteau - Douvaine

- Il y a trop de lois et elles sont en plus incompréhensibles
- Dans le tirage au sort l'idée est l'efficacité de la loi. Les lois sont en décalage avec les citoyens
- Les lois sans décrets décrédibilisent l'action législative



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « La fiscalité et les dépenses publiques » :

- Si nous arrêtons de payer la dette, nous nous décrédibilisons
- Maintenons nos services publics grâce à la récupération de l'argent du pouvoir monétaire au lieu de laisser les banques créer et entretenir la dette au détriment de nos services publics.
- Avec 80 milliards d'euros perdus en France à cause de l'évasion fiscale, la priorité doit être de contrôler les évadés
- Instaurer une TVA de compétitivité (TVA Sociale) en agriculture qui viendrait abonder les caisses de sécurité sociale agricole et supprimer les cotisations sociales payées par les agriculteurs qui permettrait de baisser le coût du travail dans les entreprises agricoles et de redonner de la compétitivité. Les produits agricoles importés seraient mécaniquement augmentés et orienteraient vers une relocalisation de notre économie
- Le Crédit d'Impôt sur la Compétitivité et l'Emploi (CICE) a donné quel résultat pour l'emploi ? Aujourd'hui, il est remplacé par des baisses de cotisations sociales employeurs alors que l'on sait que ça ne marche pas ! Le ruissellement ne marche pas
- Utilisons les entreprises publiques pour créer de l'emploi (métier de la transition écologique)
- Prendre en charge la dépendance (doubler le personnel, développer les soins palliatifs)
- Il y a une remise en cause du remboursement de l'homéopathie alors que l'on parle de PMA remboursée pour toutes !
- 80 % des Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) sont privés (Chiffres 2016 Le Monde : 56 % avec 25 % privé commercial et 31 % privé associatif) donc inaccessibles aux plus démunis
- Il existe des EHPAD publics qui sont très bien (Bons-en-Chablais, Veigy). Il est difficile d'y avoir une place.
- Selon les pays (nord ou sud de l'Europe), l'euro a été un coût ou un gain. Il faut en sortir car cela nous a dépouillé
- Trouvons un équilibre
- L'endettement n'est pas un problème car la dette court en permanence car on n'aura jamais besoin de la rembourser
- Il faut agir au niveau européen pour réguler l'évasion et l'optimisation fiscale
- L'article 48 du traité de l'Union Européenne nous en empêche avec l'obligation d'unanimité.

Grand Débat National – La fiscalité et les dépenses publiques

Vendredi 1^{er} mars

Salle du Coteau – Douvaine

- Évaluons rapidement le remplacement de l'Impôt Sur la Fortune (ayant entraîné une perte de dons défiscalisés dans la solidarité) par l'Impôt sur la Fortune Immobilière et du CICE
- L'aide fiscale pour les associations doit être soutenue
- On ne donne pas pour être défiscalisé mais pour une cause !
- CICE a été donné sans aucun contrôle. Pourquoi a-t-il été distribué à toutes les entreprises et pas uniquement aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) ou Très Petites Entreprises (TPE) qui créent de l'emploi ?
- Les petits ruisseaux font les grandes rivières. Travaillons collectivement pour arrêter les projets locaux aberrants et inutiles
- Orientons les dépenses. Depuis 4 ans nous sommes en dessous du seuil de renouvellement de notre population. Remettons une politique familiale, accompagnons les femmes qui travaillent...
- La politique nataliste n'est pas forcément la solution. Nous devons avoir le choix
- A propos de la taxe d'habitation, comment sera-t-elle compensée ?
- Au niveau de la corruption dans les administrations, les institutions, comment récupérer les fonds détournés ? Les affaires sont étouffées en permanence
- Le train de vie des élites ne passe plus. Nous avons besoin d'exemplarité
- L'État doit s'interroger sur ces dépenses et les justifier auprès des citoyens, les interroger pour savoir ce qu'ils veulent
- Tout le monde doit payer l'impôt sur le revenu pour se sentir impliqué, participer à l'effort collectif même symboliquement
- A propos du rééquilibrage des finances publiques, l'harmonisation fiscale ne s'est pas faite au même rythme que l'élargissement de l'Europe à 28 membres
- Le budget de la défense sert aux OPérations militaires EXTérieures de la France (OPEX) et à l'arme nucléaire. Pourquoi c'est la France qui paie ? 1/3 du budget doit être pris par Bruxelles
- La défense joue sur l'attaque et ça c'est dangereux. C'est de la folie, pourquoi finançons-nous cela ?
- Pour l'éducation, développons l'e-learning, les candidats libres, c'est moins coûteux et valorise le soft power
- Quels moyens existent pour contrôler les élus ? La transparence ne permet pas la sanction
- Trop de décalage avec les citoyens qui eux sont sanctionnés
- Il y a des inquiétudes à avoir sur la dette publique. Les taux très bas jusqu'alors dans certains pays ont augmenté. Allons-nous suivre cette courbe ? Soyons vigilants sur les dépenses
- Pour les crédits : les banques jouent dessus donc limitons le crédit par une consommation limitée
- Le Frexit permettrait de taxer les produits étrangers à leur frontière et de créer une recette fiscale.
- Les bénéfiques et les marges ne sont pas encadrées. Par exemple le coût du contrôle technique est passé à 110 euros par accord de la profession alors qu'il coûte 35 euros
- Encadrons les marges !



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Organisation des services » :

- Pour s'assurer de l'utilité législative du GDN, diffuser les textes prévus avant (Loi d'Orientation des Mobilités, réforme constitutionnelle, projet de loi de finances) et après
- Les services publics, la justice, les tribunaux sont devenus un repère d'affairistes crapuleux des lobbies. Mettons du service civique obligatoire aux tribunaux. Les décisions doivent être prises avec un procureur et 3 citoyens car les procureurs sont nommés par l'exécutif
- Le démantèlement des services et la notion même de service public a été remplacée par la notion de rentabilité
- Face aux déserts médicaux et aux changements de pratique, la fin du numerus clausus, la transformation du système de santé, les pratiques avancées mettrons du temps à faire leurs effets. En attendant comment se soigne-t-on ?
- Pour sauver la médecine libérale, il faut mieux payer les médecins
- Nous en sommes à la croisée des chemins, des maisons de santé voient le jour. Or il est complexe de mettre autour d'une table des médecins libéraux. Cet exercice partagé est nécessaire
- La médecine préventive doit être gratuite et le soin payant
- Dans ce secteur les lobbies posent problèmes. Ré-ouvrons des herboristeries, favorisons la médecine alternative
- Être médecin, c'est répondre à un serment !
- La technologie avance bien dans ce secteur (cœur...), mais la médecine du travail se réduit.
- Mettons en place de la prévention pour diagnostiquer (contrôle technique tous les 2 ans pour les voitures et rien pour les êtres humains !)
- Dans les maisons médicales, les médecins salariés sont coûteux pour la collectivité alors payons les directement comme des libéraux
- La prévention, ce n'est pas que la médecine du travail, c'est aussi l'éducation pour se « bien porter »
- Il existe en Meurthe et Moselle de la médecine préventive, les familles sont convoquées tous les ans
- L'apprentissage de la conduite devrait être un service public gratuit.

Grand Débat National – Organisation des services
Vendredi 1^{er} mars
Salle du Coteau - Douvaine

- Revalorisons les services publics. Le gel du point d'indice des professeurs depuis 10 ans est à revoir. L'État doit soutenir les services !
- Quelle initiative locale pour pallier les fermetures des Postes, des transports. Quel système d'entraide ? Créons des bureaux de poste tournants



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Transition écologique » :

Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses aux problèmes d'environnement ?

- La taxe sur les carburants est considérée comme du racket car il y a une dépendance à la voiture pour nous déplacer
- Idéalement, il faudrait limiter les déplacements en travaillant à côté de chez soi, or les logements sont chers dans les villes. Pour pouvoir se loger les personnes se sont éloignées des villes
- Localement, il faudrait développer le transport en commun moins cher (16 euros l'aller-retour en bus pour Genève). En France, il existe des départements avec des politiques incitatives. Les départements compensent le coût du transport collectif ce qui permet d'avoir des tarifs bas (2 euros pour une heure de déplacements en Bretagne par exemple) pour tous
- Notre modèle s'est développé autour de la voiture, c'est à ceux qui ont développé ce modèle de payer (Constructeurs, Vinci, Autoroute) pas aux citoyens
- C'est à ceux qui polluent de payer (crée le droit de polluer ?). Il faut consommer autrement.
- La pollution est aérienne, maritime. Il faut donc changer les règles et les comportements (faire entrer la notion de changement de comportement dans la loi ?)
- La revendication des gilets jaunes était les taxes sur les carburants pas la taxe carbone, associé les deux est une manipulation. Il faut une TIPP (Taxe Intérieure sur la Consommation de Produit Énergétique) flottante
- La pollution est due pour 1/3 au transport, 1/3 au chauffage, 1/3 à l'industrie. Les actions de transitions doivent concerner ces 3 volets et il vaut mieux accompagner que sanctionner. Mieux penser l'urbanisme, réorganiser nos territoires pour limiter les déplacements et favoriser les transports collectifs
- Mieux connaître les origines et normes de nos produits ce qui permet de limiter les transports, de consommer local, de valoriser les comportements vertueux pour l'environnement.
- Il existe des technologies pour régler et limiter la consommation et la puissance de nos voitures mais c'est interdit car il faut consommer !
- Avant, il y avait des boîtes aux lettres partout (CIDEX), maintenant il faut prendre sa voiture pour aller au bureau central. Il faudrait une boîte par périmètre de 1 km.

Grand Débat National – Transition écologique

Vendredi 1^{er} mars

Salle du Coteau - Douvaine

- Nous avons l'habitude de garder une voiture longtemps. Pour les plus démunis comment s'en racheter une ?
- Au sujet des 80km/h : quand on baisse la vitesse, on baisse la consommation
- Dans les voitures d'aujourd'hui, on peut limiter la vitesse
- Le problème est matériel. Nous devons trouver le courage de changer individuellement
- La transition est intérieure au lieu de se plaindre des multinationales
- Arrêtons de parler de taxes et les budgets ! Changeons !
- A Douvaine quel trafic ! et ce à 15 Km de Genève et pas de tram ?!? Il y en avait pourtant un avant
- Les jeunes changent et c'est encourageant
- L'électrique (très polluant) pour sortir du tout essence ? Que les constructeurs proposent un prêt à taux zéro
- La taxe sur les carburants est une grande tromperie car nous avons besoin quotidiennement de la voiture, il n'y a plus de médecin dans le péri urbain et la ruralité !
- Notre société est accro à la voiture. Mettons les transports en communs gratuits comme un investissement et ainsi nous ferons des économies durables
- Et la dette écologique ? Il y a urgence à changer de système (du tout pétrole, uranium)
- La production de viande polluée. Arrêtons les traités de libres échanges (TAFTA, CETA)
- Face à la surconsommation, aux déchets des grandes surfaces, incitons au don pour les plus démunis
- Le bilan carbone de la France représente 0,4% dans le monde. Quelle exemplarité des grands pays face aux petits ?
- Manger vivant c'est devenir vivant et créatif
- Vendre au besoin et taxer l'inventive pour diminuer la surproduction
- 1 kg de carbone, d'où qu'il vienne, correspond à la même pollution alors que 75% est taxé sur les citoyens, au niveau de l'essence, en France, et que pour les transporteurs aériens, maritimes, et certains autres pays, rien n'est fait en ce sens
- En 1974, René DUMONT écologiste, avait déjà parlé des limites du « tout pétrole ». Ce n'est pas nouveau. Pourtant, nos gouvernements continuent à être dans l'erreur. La taxe carbone, c'est pour les grands pollueurs (quota par pays établi à l'échelle mondiale)
- Le gouvernement cherche à éduquer les citoyens en leur demandant de changer de comportements et les seules alternatives qu'il propose c'est l'électrique très polluant ! Cela manque de cohérence.
- Face à la défaillance écologique des dernières années, il n'y a pas eu de défaillances des dividendes et bénéfices des entreprises
- Au lieu de mieux étiqueter les produits, enlevons les produits mauvais
- Taxer les produits en fonctions de leur provenance
- Nous confondons augmentation des températures et pollution. La courbe carbone monte après la courbe des températures
- En 50 ans, la population mondiale a triplé avec sa consommation de carbone. Comment faire pour limiter la population mondiale ? c'est un problème mondial.
- Le ministère de l'écologie n'est pas assez consulté. C'est à ce ministère de diriger.
- Besoin de cohérence dans la politique et individuellement.
- 5 % de la population consomme plus que la moitié de la population.
- Nos ministres doivent s'inspirer d'autres pays d'Europe où les ministres ont des comportements écoresponsables (visio-conférences...), utilisent les transports en commun

Grand Débat National – Atelier expression libre
Vendredi 1^{er} mars
Salle du Coteau - Douvaine



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Expression libre » :

- Redistribution à égalité entre les grandes structures culturelles (qui diffusent leurs spectacles) et les jeunes compagnies qui mènent un travail de terrain. Valoriser ces démarches singulières
- La culture est effectivement indispensable et victime du millefeuille
- 1% du budget culturel devrait être dédié aux petites structures. Généraliser cette idée à tous les milieux associatifs
- Demande de vote pour une Europe améliorée (en sortant du vote à l'unanimité...). Une majorité des participants est d'accord